Proposition d'éclairage
#automobile #mobilité
#électrique

Infrastructure de recharge

L'UFC-Que Choisir pointe du doigt l'opacité de l'offre des bornes de recharge

Dans une [étude publiée le 27 novembre 2023](#), l'UFC-Que Choisir souligne plusieurs failles dans le déploiement des bornes de recharge en France. L'association des consommateurs rappelle au début de l'étude que l'objectif d'installer 100 000 bornes de recharge de 2020 n'a été atteint qu'en 2023. L'UFC-Que Choisir s'interroge donc sur la capacité du gouvernement à tenir la promesse de 400 000 bornes déployées en 2030 tout en alertant sur le risque de "zones blanches". L'autre point qui inquiète l'association de consommateurs est la tarification de la recharge. La multiplication des acteurs et l'absence de réglementation dans la définition des prix engendrent des tarifs disparates. En guise d'exemple, l'UFC a testé la recharge d'une voiture dans un échantillon en ville, en route et sur autoroute et constate une différence de 830 % en ville avec un écart allant de 0,39€ à 2,12€ le kWh en fonction de l'opérateur.

L'étude présente également plusieurs pistes d'amélioration comme l'affichage obligatoire des prix, l'accès au paiement par carte bancaire ou l'ouverture des données sur l'ensemble des prix pratiquées pour toutes les bornes du territoire. **François Gatineau, Président de Mobileese**, réagit sur les problématiques qu'a soulevé l'UFC-Que choisir.

« La réponse de l'association de consommateurs est essentielle pour que l'écosystème puisse poursuivre sa progression dans le bon sens. Parmi les récentes avancées en termes de réglementation, on peut mentionner l'interopérabilité des bornes de recharge publiques. En Europe, chaque utilisateur de véhicule électrique doit avoir accès à toutes les bornes publiques. Ce procédé est possible car la filière a su se doter de standards et de normes communs sur les matériels. De plus, le modèle est

renforcé par le décret du 3 décembre 2021 expliquant que l'aménageur peut être sanctionné de 300€ par point de charge s'il ne respecte pas certaines conditions comme le non respect de l'interopérabilité, ne permet pas à l'utilisateur d'être informé de la disponibilité ou la panne d'une borne ou encore l'impossibilité de réaliser un paiement sans passer par un opérateur de mobilité..

Mais la réglementation du secteur progresse car, à partir du 13 avril 2024, sera appliqué le règlement AFIR obligeant le paiement par carte bancaire aux bornes de recharges en respectant plusieurs éléments clés :

- *Tous les nouveaux points de recharge d'au moins 50 kW devront être équipés a minima d'un lecteur de carte de paiement ou de sans contact (un instrument de paiement pourra desservir plusieurs points de recharge).*
- *Tous les nouveaux points de recharge d'une puissance inférieure 50 kW pourront également proposer, en plus des deux instruments de paiement cités ci-dessus, des « dispositifs utilisant une connexion internet et permettant une transaction de paiement sécurisée tels que ceux générant un code de réponse rapide spécifique ».*
- *Au plus tard le 14 octobre 2024, les exploitants de points de recharge ouverts au public devront veiller à ce que tous les points de recharge ouverts au public qu'ils exploitent soient des points de recharge à connexion numérique ;*

Proposition d'éclairage

#automobile #mobilité

#électrique

- *Au plus tard le 14 avril 2025, les exploitants de points de recharge, ou les propriétaires de ces points, devront veiller à ce que les données statiques et dynamiques des points de recharge qu'ils exploitent, ou les services intrinsèquement liés à ces infrastructures qu'ils fournissent ou qu'ils externalisent soient disponibles gratuitement.*
- *A partir du 1er janvier 2027, les exploitants de points de recharge de plus de 50 kW devront rétrofiter (changer les anciens composants par des éléments plus récents) les points de recharge installés avant le 13 avril 2024 avec des lecteurs de paiement ou des lecteurs sans contact (pour les points de recharge situés sur le long du RTE-T ou sur aire de stationnement sûre et sécurisée). »*

A propos de Mobileese :

MOBILEESE est un cabinet de conseil et un bureau d'études certifié AFNOR qui assiste toutes les organisations privés et publics pour les aider à réussir chaque étape de leurs projets de mobilité électrique. Cela concerne les projets d'installation de bornes de recharge et la mise en place de services de mobilités pour les entreprises et collectivités : études, benchmark ; accompagnement de la transformation des flottes de véhicules ; Conception, Assistance à maîtrise d'ouvrage et Maitrise d'Ouvrage délégué des projets d'infrastructures de recharge ; optimisation énergétique véhicule électrique et bâtiment.